

## Communiqué du 3 juin 2025

# 4 JOURS POUR TOUS !

**COMITÉ NATIONAL POUR  
LE RETOUR À 4 JOURS  
DANS LES ÉCOLES**

Nous, personnels des écoles, Parents d'élèves, syndiqués et non syndiqués, réunis pour notre deuxième réunion en visio le 3 juin 2025 et représentant à nouveau une dizaine de départements, avons discuté de la mobilisation des 21 et 22 mai et des perspectives dans notre combat pour un rythme scolaire unique de 4 jours dans les écoles publiques avec un cadre national.

**Les 21 et 22 mai, des centaines de personnes se sont mobilisées, par des rassemblements et des grèves, en France pour les 4 jours ! Un succès qui appelle à élargir le mouvement !**

C'est un fait, l'immense majorité des enseignants, des AESH, des ATSEM, des parents d'élèves ne veulent plus des inégalités de traitement entre les personnels, entre les parents et entre les élèves. Ils veulent un cadre national de l'organisation de la semaine scolaire : 4 jours pour tous sur 36 semaines avec la coupure du mercredi ! Ils ne veulent pas que les mairies et les élus locaux décident de l'organisation de l'école Publique !

Cette réunion du 3 juin a aussi été l'occasion de discuter de la convention citoyenne voulue par le président Macron, et de ce rapport de la cour des comptes qui tombe à pic !

Une fois de plus, l'école serait responsable de tous les maux de la société, et ici de la baisse du niveau scolaire ! **Mais qui est responsable de cette situation si ce n'est les gouvernements successifs qui restent sourds aux revendications des personnels et des parents d'élèves ?**

Personne n'est dupe de ces manœuvres qui n'ont pour seuls objectifs que d'exploser un peu plus le cadre national de l'école Publique, de rétablir la semaine de 5 jours partout en réduisant les congés d'été. La convention citoyenne sur les rythmes scolaires c'est une nouvelle offensive de territorialisation de l'Ecole Publique !

L'intérêt des élèves n'a jamais été le souci au cœur de ces débats politiques depuis 2008. L'objectif premier reste le désengagement de l'Etat en transférant les missions de l'Ecole Publique, et donc de ses agents fonctionnaires d'Etat, aux Intercommunalités en fusionnant les écoles communales de moins de cinq classes dans « l'Ecole du Futur » voulue par le président Macron. Derrière ce pseudo débat national sur « rythmes scolaires » se cache en réalité et à nouveau, la territorialisation/décentralisation/privatisation de l'Ecole Publique. L'enjeu n'est donc pas anodin dans les mois qui viennent.

Nous appelons tous les syndicats et les organisations de parents d'élèves, à ne pas tomber dans le piège grossier de ce pseudo débat dont l'issue est déjà connue et ne peut conduire qu'à un peu plus de démantèlement de l'Ecole Publique dans une Education Dénationalisée.

Nous ne voulons pas de débats ou de « convention citoyenne », nous voulons être entendus, nous voulons que l'école Publique, ses personnels et ses élèves soient respectés, en commençant par la réponse aux revendications. Nous allons maintenir la pression à tous les niveaux.

Le comité national décide d'élargir le mouvement en s'adressant à nouveau à l'ensemble des personnels, aux parents d'élèves pour renforcer le collectif, aux organisations syndicales pour un soutien plus large.

Le comité décide de se réunir à nouveau, afin de maintenir et renforcer les liens entre les départements qui subissent encore les 5 jours et de diffuser partout le lien pour [rejoindre le comité national](mailto:comite.national.semaine4jours@gmail.com).



**Comité national pour la semaine de 4 jours dans les écoles**

Email : [comite.national.semaine4jours@gmail.com](mailto:comite.national.semaine4jours@gmail.com)